Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2015-208** **04/03/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 7

Objet : Appel à candidatures : 7 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence National de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de chef(fe) de l'unité éléments traces métalliques et minéraux (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de coordinateur(rice) d'étude et d'appui scientifiques relatifs aux risques physico-chimiques (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Organisation des Nations Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) :

1 poste de coordinateur(rice) de groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition/HLPE (catégorie A - mise à disposition auprès de la FAO) à ROME (Italie).

Institut Agronomique, Vétérinaire et Forestier de France (IAV2F) :

1 poste de chef(fe) de la mission appui au pilotage (catégorie A ou A+) à PARIS ou chef-lieu de région proche d'Ile-de-France.

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-Mer (ODEADOM) :

1 poste de chef(fe) du service "contrôles" (catégorie A ou A+) à MONTREUIL (93).

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) :

1 poste de chargé(e) de mission ressources humaines (catégorie A ou agent contractuel) à PARIS (75).

Parc National du Mercantour :

1 poste de chargé(e) de "faune sauvage (gestion cynégétique, interaction faune sauvage/faune domestique)" (catégorie A) à NICE (06).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Date : 03/03/2015

Poste à pourvoir	**Chef de l'unité Eléments Traces Métalliques et Minéraux (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Sécurité des Aliments, site de Maisons-Alfort
Département Contaminants Chimiques des Aliments

Missions / contexte

Le laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort intervient sur les dangers biologiques et chimiques pouvant affecter la sécurité sanitaires des aliments. Il participe, dans son domaine d'intervention, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, d'expertise, de surveillance, de veille scientifique et technique de l'Agence. Le département contaminants chimiques des aliments comprend l'unité « Eléments traces métalliques et minéraux » et l'unité « Pesticides et Biotoxines Marines », en charge de quatre mandats nationaux de référence. Les missions du département sont de développer ses compétences afin de concevoir de nouvelles stratégies analytiques, de nouvelles approches méthodologiques innovantes pour la détection, la quantification et la caractérisation des différents dangers chimiques.

L'unité Eléments Traces Métalliques et Minéraux exerce ses compétences dans le domaine des contaminants inorganiques et minéraux de l'environnement avec une double mission d'activités de recherche (élaboration et validation d'outils analytiques en total et en spéciation, nanoparticules, bio-accessibilité, étude d'exposition) et d'activités d'appui scientifiques et techniques pour la direction Générale de l'Alimentation (DGAl). L'unité a un mandat de Laboratoire National de Référence (métaux lourds dans les denrées alimentaires d'origine animale). Les projets de recherche s'inscrivent dans le renforcement et l'extension de l'expertise de l'unité dans ses domaines d'activités.

L'unité est composée de 7 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du Chef de département, le Chef d'unité sera en charge des activités ci-après au sein de l'unité Eléments Traces Métalliques et Minéraux :

Activités

- Assurer des fonctions de représentation institutionnelle dans son champ de compétences, au niveau national et international,
- Encadrer le personnel permanent et temporaire de l'unité (personnels techniques, scientifiques et ingénieurs, doctorants, stagiaires), et gérer les différentes missions y afférentes,
- Développer, soumettre à divers appels d'offre nationaux et internationaux et conduire des projets de recherches scientifiques sur les thématiques retenues dans les orientations de recherche et développement de l'unité,
- Rechercher et renforcer des partenariats scientifiques pertinents, au niveau national et international,
- Contribuer à la valorisation des protocoles développés et des résultats scientifiques obtenus dans le cadre publications scientifiques à comité de lecture, de rapports, posters, présentations à des séminaires nationaux et internationaux ou lors de réunions publiques,
- Assurer une veille scientifique dans ce domaine,
- Contribuer au management des ressources allouées à l'unité pour la réalisation de ses missions,
- Participer à l'élaboration de documents qualités et au maintien de paramètres accrédités et à l'extension des portées COFRAC,
- Contribuer aux groupes d'expertises scientifiques nationaux ou internationaux dans des domaines en lien avec les thématiques de l'unité.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :

BAC +5 à BAC + 8 en chimie analytique, chimie inorganique.

Une HDR serait un plus.

Expériences similaires

De plus de 8 ans en :

- En laboratoire dans le domaine des contaminants inorganiques
- En management d'équipe
- En conduite de projets scientifiques au niveau national et/ou européen
- En rédaction de publications et de rapports scientifiques

Compétences

- Connaissances confirmées en analyse mono et multiélémentaire par ICP-MS et SAA et en spéciation par des techniques couplées à l'ICP-MS (GC ou HPLC), en analyse de nanoparticules
- Compétences managériales avérées
- Compétences en conduite de projet, en développement de partenariat et animation de groupes.
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Capacité à savoir présenter et à défendre ses projets, à organiser et à conduire des réunions (anglais et français), à valoriser le travail de l'unité
- Sensibilité à la politique d'assurance qualité et aux règles d'hygiène et de sécurité au laboratoire
- Maitrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels)
- Connaissances statistiques en traitements de données

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 mars 2015

Renseignements sur le poste :
thierry.guerin@anses.fr, chef du département contaminants chimiques des aliments

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-026 à :
recrutement@anses.fr

Date : 25/02/2015

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'étude et d'appui scientifiques relatifs aux risques physico-chimiques (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée déterminée jusqu'au 14/05/2019**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**15 mai 2015**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité « Méthodologie et études» (UME)

Missions / contexte

La DER assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'unité UME appartient au domaine Observatoire et Méthode de la DER. Elle a pour mission le développement de méthodologies transversales d'évaluation des expositions et des risques liés aux substances chimiques et aux agents physiques ou microbiologiques.Le projet EUROMIX (Call Horizon 2020, 2015-2019) a pour objectif de développer une stratégie pour l'évaluation des risques liés à l'exposition aux mélanges de substances, via différentes sources d'exposition, et à différents stades de la vie. Ce projet intègrera plusieurs dimensions telles que les bénéfices et risques liés à l'alimentation, la priorisation des composés chimiques pour leur regroupement, en fonction des niveaux d'exposition mais aussi de leurs modes d'action et leurs effets (bio-essais, tests *in-vitro* et *in-vivo* des mélanges). L'un des objectifs est également de développer des modèles intégrant le danger et l'exposition aux mélanges afin de les mettre à dispositions des évaluateurs et des gestionnaires de risque (EU, *Codex Alimentarius*, US-EPA et OMS notamment) via une plate-forme en ligne.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et de la coordinatrice Anses du projet EUROMIX,, vous participez aux travaux méthodologiques de l'agence sur l'évaluation du risque lié aux expositions agrégées de la population aux mélanges de substances via le projet EUROMIX.

Activités

- La personne recrutée travaillera principalement aux développements des méthodes sur l'exposition cumulée et agrégée du workpackage (WP 5) et leur application aux données disponibles provenant des différents pays. Elle contribuera aussi à l'implémentation de ces méthodes dans le logiciel MCRA (WP6).
- Elle aura donc pour tâche de travailler avec les autres partenaires du projet sur l'identification des mélanges d'intérêt dans l'alimentation, l'inventaire, la description et l'harmonisation des modèles d'exposition agrégée existants, l'intégration des modèles de toxico-cinétique pour les mélanges afin d'estimer des doses internes.
- Elle sera également appelée à participer aux travaux des WP7, 8 et 10, sur la validation des modèles et l'extrapolation à l'Homme, sur la rédaction d'un guide méthodologique pour l'évaluation de risque par étapes, et sur la dissémination des travaux.
- La personne recrutée participera, en collaboration avec la coordinatrice, aux réunions des différents workpackages dans lesquels l'ANSES est impliquée. La personne recrutée sera également impliquée dans les travaux à visée méthodologique de l'Agence et concernant notamment l'évaluation des expositions agrégées et combinées ainsi que le développement d'approches d'évaluation des risques fondées sur la toxico-cinétique
- Elle développera les relations avec les différents acteurs mobilisés par cette thématique et représentera l'agence lors de communications à l'extérieur et contribuera à la valorisation scientifique des travaux (articles scientifiques, communications orales etc).

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
Ingénieur agronome option statistiques ou Master 2, en Statistiques Appliquées ou Santé Publique – Une spécialisation dans au moins l'une des thématiques suivantes serait appréciée : expologie, toxicologie, pharmacologie, évaluation des risques

Expérience similaire :
Une première expérience en gestion de projet scientifique et/ou une thèse dans un des domaines cités serait un plus
Une première expérience à l'international (emploi ou stage) serait un plus

Compétences :

- Evaluation des expositions et des risques dans les domaines de l'alimentation et/ou l'environnement
- Compétences en statistiques et modélisation
- Connaissance des logiciels statistiques (R, SAS,…)
- Bon niveau d'anglais (oral et écrit)
- Capacité à travailler en équipe, autonomie et rigueur, réactivité
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11/03/2015

Renseignements sur le poste : Amélie CREPET, coordinatrice Anses du projet Euromix (amelie.crepet@anses.fr), Véronique SIROT (veronique.sirot@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) en indiquant la référence 2015-021 à recrutement@anses.fr.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires

Coordonnateur/coordonnatrice
de Groupe d'Experts de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition/HLPE
Mise à disposition auprès de la FAO, à Rome (durée 3 ans)

<table>
<tr><td colspan="3">Catégorie : A
Poste vacant en juillet 2015</td></tr>
<tr><td colspan="2">Niveau de classement parcours professionnel : 3</td><td></td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Le HLPE est l'interface science / politique du Comité de Sécurité Alimentaire Mondiale. Les rapports du HLPE servent de point de départ global, fournissant des analyses et des conseils pour soutenir les débats multi-acteurs au CSA. Le Secrétariat du HLPE est la partie du Secrétariat du CSA spécifiquement chargée des activités relatives à la provision d'un soutien approprié au HLPE. Le Secrétariat du HLPE assure un soutien administratif, logique et technique au Comité Directeur du HLPE et aux Equipes de Projet. Il est hébergé à la FAO, dans le bureau du Sous-Directeur général du Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs (ADG-AG). Le Secrétariat du HLPE travaille en étroite coordination avec le Secrétariat du CSA et participe à ses travaux en tant que de besoin. Le Coordonnateur du HLPE rend compte au Président du Comité Directeur du HLPE pour ce qui recouvre la préparation des rapports du HLPE et tout travail connexe. Il est supervisé administrativement par le Sous-Directeur général du Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs (SDG6AG). La Secrétaire du CSA contribue à l'évaluation annuelle du Coordonnateur/de la Coordonnatrice.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">La réalisation du programme de travail du HLPE, selon le calendrier imposé et les procédures de travail du HLPE, et tenant compte des contraintes budgétaires.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Le Coordonnateur est responsable de la planification et de l'organisation du processus de travail du HLPE. Il veille à la bonne exécution du soutien du Secrétariat aux différentes étapes de ce processus. En particulier, le Coordonnateur du HLPE assure la coordination au jour-le- jour des activités du HLPE. Il assure une exécution régulière, diligente et sans heurts du processus d'élaboration des rapports, de la planification à l'exécution et à la réalisation, dans le respect des contraintes budgétaires. Il assure la qualité du processus et des produits, sous la supervision du Comité Directeur. Il assure le respect du calendrier et prend toutes les mesures appropriées à cette fin, sous la supervision du Comité Directeur. Il assure la provision adéquate de conseils et de soutien aux travaux du Président, du Vice-Président et des membres du Comité Directeur du HLPE, ainsi qu'au chef et aux membres des Equipes de Projet, pour la préparation des rapports, et contribue, sous la supervision du Comité Directeur, à la finalisation des rapports.
Le Coordonnateur du HLPE dirige le Secrétariat du HLPE, et est responsable de la bonne exécution des principales fonctions et activités du Secrétariat, qui comprennent entre autres ce qui suit :
- Gérer le personnel du Secrétariat (4 permanents + 4/5 consultants /an) ;
- Coordonner le travail des chercheurs et experts (comité directeur, réviseurs, équipes projets, contributeurs bilatéraux) contribuant aux rapports produits par le HLPE ;
- Mobiliser les services et compétences disponibles au sein de la FAO afin de soutenir, en fonction des besoins, le travail du HLPE ;
- Engager et superviser les prestataires de services externes ;
- Planifier le budget du HLPE, et veiller à sa bonne exécution ;
- Mobiliser les ressources extrabudgétaires nécessaires, gérer le Fonds fiduciaire du HLPE, et assurer la liaison et le suivi avec les donateurs ;
- Administrer les appels à candidature d'experts, notamment les procédures de nomination pour le Comité Directeur, les procédures de candidature pour les équipes de projet, et celles concernant la sélection des réviseurs externes, etc ;
- Organiser les consultations sur la portée des rapports et sur les avant-projets des rapports (VO), et préparer leur synthèse pour le Comité Directeur et les Equipes de Projet ;
- Coordonner et assurer la liaison avec le Secrétariat du CSA et le Bureau du CSA pour toute question liée au HLPE ;
- Informer les agences romaines des Nations-Unies, la communauté académique, ainsi que les parties prenantes, le cas échéant, sur les travaux du HLPE, et contribuer ainsi à la visibilité et à l'impact du HLPE ;
- Surveiller l'impact des rapports.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Secrétariat du Comité de la Sécurité Alimentaire, FAO, PAM et FIDA ; chercheurs du monde entier ; Représentants permanents des pays membres à Rome.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
</table>

poste	- Anglais courant indispensable ; - Espagnol, arabe, chinois ou russe est un plus ; - Diplôme universitaire de niveau supérieur en sécurité alimentaire, gestion des ressources naturelles, agronomie, économie agricole ou dans une discipline apparentée ; - Dix ans d'expérience pertinente en sécurité alimentaire, agriculture, gestion des ressources naturelles et/ou activités connexes ; - Larges connaissances en matière de sécurité alimentaire et domaines connexes, attestées par des publications ; - Expérience attestée de travail multisectoriel et pluridisciplinaire ainsi que pour ce qui est de faciliter la collaboration, en particulier des partenariats scientifiques ou des interfaces science-décision ; - Etendue et pertinence de l'expérience en matière de coordination de processus d'expertise collectives, de préférence à l'international ; - Etendue et pertinence de l'expérience en matière d'organisation de réunion internationales.	- Encadrer, mobiliser et responsabiliser ; - Communiquer ; - Etablir des partenariats et promotion ; - Partage des connaissances et amélioration continue ; - Réflexion stratégique ; - Efficacité (obtention de résultats) ; - Aptitude confirmée à mobiliser des ressources et à respecter les délais impartis.
Personnes à contacter	- Marie-Hélène LE HENAFF, Sous-directrice des échanges internationaux - Tél. : 01.49.55.45.08 marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr - Valérie VION, Cheffe du BDOI - Tél. : 01.49.55.48.66 - **valerie.vion@agriculture.gouv.fr** Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPAAT, Bureau des échanges et promotion, à Colette BOURJOUX colette.bourjoux@agriculture.gouv.fr.	

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France (IAV2F)

Avis de vacance d'un emploi de chef(fe) de la mission d'appui

au pilotage de l'Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France (IAV2F)

Catégorie A/A+, cotation 3, poste vacant

Date limite de dépôt des candidatures : 1er avril 2015

Il est fait appel à candidatures pour l'emploi de chef(fe) de la mission d'appui au pilotage de l'Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France.

Créé par la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014, cet établissement public national de coopération à caractère administratif a pour mission principale de permettre à ses membres d'élaborer ensemble des stratégies de formation ou de recherche qu'ils mettent en œuvre au travers de projets communs. A sa création, l'institut rassemble les établissements d'enseignement supérieur agricole publics ainsi que les organismes de recherche y ayant adhéré.

Le(La) chef(fe) de la mission d'appui au pilotage est chargé(e), sous l'autorité du directeur, des fonctions de responsable de l'administration, des finances et de la logistique. A ce titre, il ou elle participe à la mise en œuvre de la politique de l'institut et prépare et exécute les décisions de l'administrateur provisoire, puis du directeur.

L'emploi de chef(e) de la mission d'appui au pilotage de l'IAV2F est ouvert aux fonctionnaires civils de l'Etat, des collectivités territoriales ou des établissement publics qui en dépendent, appartenant à un corps, à un cadre d'emplois ou à un emploi classé dans la catégorie A/A+.

Les candidat(e)s doivent disposer de bonnes compétences administratives, juridiques, financières et managériales permettant d'assurer les responsabilités administratives ainsi qu'une fonction de veille et de conseil pour le directeur de l'institut. Une bonne connaissance des milieux académiques et de l'enseignement supérieur serait également appréciée.

La résidence administrative de l'emploi est fixé dans un chef-lieu de région proche de l'Ile-de-France ou à Paris.

Le dossier de candidature comprend les pièces suivantes :

a) une demande manuscrite datée et signée par le candidat ou la candidate ; celle-ci est revêtue de l'avis détaillé du supérieur hiérarchique qui transmet le dossier de candidature ;

b) une copie de l'arrêté de titularisation en catégorie A et du dernier arrêté portant promotion d'échelon ;

c) un *curriculum vitae* faisant ressortir le détail des services rendus et des emplois occupés par le candidat ou la candidate.

Les candidatures doivent être adressées au :

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt,

Direction générale de l'enseignement et de la recherche,

Service de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,

1ter avenue de Lowendal

75700 PARIS 07 SP

Personne contact : Mme Valérie Baduel, chef de service de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (DGER), tél. : 01 49 55 59 44 – Valerie.BADUEL@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)
12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006
93555 MONTREUIL CEDEX
(métro St Mandé l1, l9 station Robespierre, RER ligne A station Vincennes)

Chef(fe) du service « Contrôles »

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :
Catégorie : A ou A+</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel : sans objet</td><td>Cotation part fonction PFR : Attaché(e) d'administration : 4</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-Mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de l'Outre-mer, de l'Economie et des Finances.
Il assure des fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et communautaires destinées à l'agriculture d'outre-mer.
Les services de l'Office comprennent 39 personnes installées à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer de l'INAO et du SSP du MAAF.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Chef du service « Contrôles ».</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Organisation et animation du service :
- Organisation interne : délégation, suppléances ;
- Elaboration d'un programme annuel de travail ;
- Suivi individuel des agents (entretien d'évaluation, formation) ;
- Supervision des agents dans la réalisation de leurs missions.
Contrôles sur place réalisés au titre de l'organisme payeur :
- Elaboration et suivi du programme annuel de contrôles ;
- Suivi de la convention de délégation avec ASP, et le MAAF ;
- Supervision de l'élaboration des suivis de procédures de contrôles;
- Validation de 1er niveau des rapports de contrôles et suivi de la procédure contradictoire ;
- Elaboration et tenue des tableaux de bords ;
- Gestion des pré-débiteurs (en lien avec Agence comptable) ;
- Suivi des contentieux (en lien avec le cabinet d'avocat, les services, la Direction et l'Agence comptable) ;
- Contribution à l'élaboration des circulaires d'application ;
- Réponse aux sollicitations du service d'audit interne/contrôles.
Suivi des suites des contrôles a posteriori (règlement 485/2008) :
- Interlocuteur privilégié du secrétariat CICC, du MCOSA, des services de la DGDDI pour la préparation des missions de contrôles, la transmission des documents (en lien avec Directrice adjointe, services, Agence comptable) ;
- Préparation de la participation de l'ODEADOM aux travaux de la CICC (en lien avec Directrice adjointe, services, Agence comptable) ;
- Suivi des conclusions de la CICC : transmission des conclusions à l'Agence comptable et aux services concernés pour action, suivi des contentieux ;
- Gestion des pré-débiteurs, tenue à jour des tableaux des suivis des conclusions CICC.
Contribution à la préparation des audits (FEAGA, Cour des Comptes, CCCOP, …) sur la fonction d'organisme payeur :
- Préparation des documents préalables aux missions, participation aux réunions de préparation ;
- Organisation de la mission en lien avec les services (DAAF ou services ODEADOM) ;
- Centralisation des contributions des services et contribution à l'élaboration de la réponse de l'Office aux remarques/rapports.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Ministères chargés de l'Agriculture, des Outre-mer, des finances (DGPAAT, MLCOM, DGDDI, …) ;
- Les services des DAAF (Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt des départements d'outre-mer) ;
- CICC, MCOSA, C3OP ;
- DG Agri.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoir :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de la réglementation communautaire ;
- Capacités managériales ;
- Maîtrise des outils bureautiques de base.</td><td>- Organisation et planification des tâches ;
- Bilans, comptes rendus ;
- Animation d'équipe, travail en réseau ;
- Supervision ;
- Rigueur, disponibilité (missions DOM).</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- Madame Isabelle CHMITELIN, Directrice – Tél. : 01.41.63.19.63

- Madame Anne-Marie SERIZIER, Directrice-adjointe – Tél. : 01.41.63.19.41</td></tr>
</table>

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage

ONCFS **20/02/2015**
Avis n° 15-38

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI

A pourvoir par voie de mutation interne, de détachement ou de mise à disposition, voire de contrat à durée déterminée (3 ans)

Catégorie et grade:	Personnel de conception- Catégorie A
Fonction :	Chargé de mission Ressources humaines (RH) - H/F
Affectation :	Direction des ressources humaines
Résidence administrative :	Paris 17ème

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations interrégionales).
La Direction des ressources humaines est composée:
- d'une Directrice des ressources humaines et de ses adjoints chargés respectivement de deux pôles (« affaires générales et sociales » et « gestion prévisionnelle des ressources humaines » accueillant deux chargés de mission),
- d'un secrétariat de Direction,
- d'une division action sociale,
- d'une division du personnel,
- d'une division formation (installée sur le Centre de formation près d'Orléans).

Description de l'emploi

Sous l'autorité de l'adjointe de la Directrice des ressources humaines, la ou le chargé-e de mission « RH » assure une expertise et un conseil juridique dans l'ensemble des domaines des ressources humaines.
Dans ce cadre, développe une vigilance sur l'actualité juridique et professionnelle de la gestion des ressources humaines en vue de sécuriser la gestion et assure des missions transversales permettant de moderniser et de communiquer sur l'activité de la Direction.

Activités principales

➢ **Analyse réglementaire et juridique en vue d'une gestion sécurisée**

Dans le respect des orientations des instances consultatives (CAP, CCP, CT, CHSCT, etc) de l'établissement et en s'appuyant sur le potentiel existant au sein des services de la Direction (divisions), il s'agira de s'engager dans une **culture de l'écrit, une diffusion de l'information et une communication à destination des personnels et de proposer une concertation sur les grands dossiers avec les différents acteurs de la RH.**

- Assurer une veille journalière et hebdomadaire réglementaire, technique, juridique et prospective et en assurer la diffusion.
- Analyser l'actualité juridique et jurisprudentielle, en mesurer l'impact en matière de gestion des ressources humaines, et proposer l'adaptation des procédures de gestion en découlant.
- Assurer la communication de l'actualité juridique auprès des acteurs impactés (mailing, le cas échéant, participation aux réunions des services de la DRH, diffusion mensuelle d'un tableau des évolutions règlementaires)
- Développer et exploiter un fond documentaire dans le domaine juridique.
- Produire des notes de références concertées relatives aux droits des agents (risques contentieux) et responsabilité des directions.
- Gérer les précontentieux RH (analyse de la situation, rédaction d'une réponse concertée au demandeur, suivi des dossiers...)
- Assurer un conseil juridique opérationnel auprès des agents de la DRH.
- Sécuriser juridiquement les actes et procédures de la Direction.
- Faire émerger des modèles de courriers personnalisés et opérationnels permettant une communication explicite et ciblée.
- Instruire les dossiers complexes et prioritaires pour le débat des instances.
- Aborder les dossiers nouveaux dans le cadre de l'actualité sociale du ministère et de la fonction publique et participer aux négociations (ex : vie privé- professionnelle, pénibilité, santé au travail etc..) ou animer et/ou suivre les dossiers transversaux liés à l'actualité.
- Identifier les bonnes pratiques en matière de gestion RH et diffuser ces bonnes pratiques auprès de différents publics (acteurs RH, managers, gestionnaires, etc).
- Proposer des mesures de simplification nécessaires à l'amélioration du climat social : allégement des procédures pour les services, facilitation de l'accès à l'information des agents, établissement d'une newsletter, etc.

- Coordonner la rédaction des procédures communes aux services de la DRH permettant de construire des modes opératoires traçables, connus et opposables et former les personnels de la direction sur l'actualité statutaire.
- Le cas échéant dispenser des actions de formation dans son champ de compétence.

➢ **Etudes, analyses et production de documents et de supports de communication en matière de gestion des RH, tant sur les questions de gestion des emplois et des compétences que sur les sujets relatifs aux conditions de travail.**

- Conduire des projets et réalise des études et des projections, quantitatives et qualitatives, en lien avec les divisions concernées, en matière d'effectifs, de compétences et de savoirs stratégiques, d'absentéisme, de temps de travail à partir du SIRH, d'outils de requêtage, d'autres bases de données, du répertoire des métiers, des entretiens d'évaluation, des plans de formation…
- Animer des groupes de travail ou des réseaux dans ce cadre.
- Préparer et actualiser les documents de valorisation et de communication de la DRH : rapport d'activité, bilan social, enquête ARTT, plans de prévention, livret d'accueil, lettre interne, flash info…
- Organiser la mise en ligne d'informations et veille à leur mise à jour sur les sites internet et intranet et est force de proposition sur les contenus de ces pages.
- Rédiger des comptes rendus et procès verbaux dans le cadre d'instances nationales ou de la gestion quotidienne.

Profil attendu

Savoir-faire	Connaissances
Expérience significative en matière juridique et statutaire. Démontrer une compréhension prononcée des procédés juridiques et contentieux.	Fondamentaux juridiques en droit public, hiérarchie des normes, composantes du droit. Statut général de la fonction publique, code du travail et à terme, statuts des personnels de l'ONCFS.
Savoir utiliser les outils SIRH et bureautiques (en particulier une bonne maîtrise d'Excel est opportune)	Principes de gestion des ressources humaines, notamment la gestion budgétaire des emplois (en format LOLF).
Analyser et discerner les enjeux, anticiper, prendre des initiatives, alerter et rendre compte.	Sociologie des organisations et psychosociologie du travail
Travailler en réseau et en mode projet. Savoir s'adapter à un environnement en constante évolution.	Contexte et environnement professionnel (missions, fonctionnement et politique de l'établissement) et mise en perspective avec les politiques publiques, notamment en matière de ressources humaines.
Construire des outils de communication juridique.	Outils et méthodes en matière de statistiques.
Communiquer sur l'activité de la Direction pour expliquer le sens de l'action et faire preuve de pédagogie.	

Diplôme et qualification Un diplôme de niveau II est le minimum attendu pour être rémunéré sur la grille d'emploi de catégorie A. Une formation juridique est demandée pour assurer de manière rapide et opérationnelle les missions. Une expérience antérieure de juriste dans la fonction publique sera appréciée.

Savoir-être : curiosité et ouverture, capacités d'adaptation, goût des autres.

Conditions particulières d'exercice

- Travail en posture de management transversal exigeant diplomatie et ténacité.
- Règles de confidentialité à respecter.
- Manipulation de chiffres et de statistiques.
- Déplacements occasionnels possibles, notamment entre Paris et Orléans et en région.

Personnes à contacter- Modalités pour candidater

Pour obtenir des renseignements sur le poste : Madame Frédérique LECOCQ, Adjointe de la Directrice des ressources humaines, chargée de la gestion prévisionnelle des ressources humaines 01.44.15.17.14 frederique.lecocq@oncfs.gouv.fr

Pour candidater : Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature avant le 12 mars 2015,** terme de rigueur :

- en interne, à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
- ou en externe, par lettre de motivation, (avec curriculum vitae détaillé, et, pour les candidatures par détachement ou mise à disposition, les trois dernières fiches d'évaluation ou de notation).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : marie-france.kerveadou@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant :

Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage

Direction des Ressources Humaines

85 bis, avenue de Wagram- 75017 PARIS

Chargé (e) de mission « faune sauvage-
(gestion cynégétique, interaction faune sauvage/faune domestique)»

Poste à temps plein de catégorie A. Il est basé à Nice sous l'autorité du chef du service Connaissance et gestion du patrimoine.
Il est à pourvoir à compter du 15 avril 2015.
La date de clôture des candidatures est fixée au 23 mars 2015.

1. Cadre général du poste

Le Parc national du Mercantour est géré par un établissement public à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du ministre chargé de l'environnement.
L'équipe de direction est composée d'un directeur, d'un directeur adjoint, d'une déléguée du directeur à Digne, de trois chefs de service (Connaissance et Gestion du Patrimoine, Sensibilisation et Valorisation du Territoire et Secrétariat Général) et du chef de la cellule du Système d'Information (SI).
L'établissement compte 80 agents permanents répartis entre le siège (45%) et le territoire du Parc (55%) distribué en 5 Services Territoriaux.

2. Missions

2.1. Mission grande faune

en interne,

- coordonne, organise, met en œuvre les inventaires et suivis sur les espèces cynégétiques (ongulés sauvages, galliformes de montagne...), rédige les notes de service
- coordonne et participe à des études sur ces espèces
- forme les agents de terrain aux suivis scientifiques selon les protocoles en vigueur au Parc national du Mercantour en lien avec la stratégie scientifique
- assure la pérennité et la centralisation des données collectées dans le cadre de ces protocoles
- analyse, rend compte et diffuse les résultats de ces suivis
- coordonne le protocole de veille sanitaire et épidémiologique de la faune sauvage, notamment en accompagnant la formation des agents et en contribuant à définir une mise en œuvre adaptée au contexte du PNM
- transfère les connaissances vers des actions de gestion : conseil dans les activités du territoire en interaction avec la faune (agropastoralisme, sylviculture, activités de plein air), notamment par un appui dans l'élaboration des MAEc et des demandes d'avis ou d'autorisations

en externe,

- assure un rôle de représentation du PNM auprès de nombreux partenaires (ONCFS, OGM, Fédérations des Chasseurs 06 et 04, laboratoires vétérinaires départementaux…) et instances (CDCFS)
- participe comme référent aux groupes de travaux PNF sur ses thématiques

- monte, anime et rend compte des actions menées en partenariat
- participe aux groupes de travaux en lien avec les espèces cynégétiques, assure le transfert d'informations et de données auprès des partenaires concernés

2.2. Mission Loup

en interne,

- coordonne et anime le protocole de suivi du loup à l'échelle du PNM
- assure la collecte, la centralisation et la saisie des données
- organise la formation des agents (correspondants loup)
- participe et est force de proposition pour les programmes de connaissance et d'évaluation des moyens de protection, en vue d'améliorer leur efficacité
- centralise les informations émanant du Réseau Loup et du terrain pour être une source d'information montante et descendante sur cette espèce en interne et répond aux diverses sollicitations extérieures
- participe à la stratégie de communication du PNM sur le loup à la demande de la Direction ou du service SVT (éléments de langage, technique et scientifique)

en externe,

- assure la collaboration avec le Réseau Loup de l'ONCFS (saisie et transmission des données / stockage, centralisation et transmission des échantillons / participation aux analyses génétiques / participation à la rédaction du Bulletin Loup, …)
- en relation avec la chef de service et la Direction représente l'établissement aux différentes instances

Mission constat loup (en lien avec le coordinateur Constat jusqu'à son départ à la retraite)

- coordonne sur l'ensemble du territoire du Mercantour les opérations de constat en lien avec les chefs de ST et les organismes partenaires (DDT, ONCFS)
- organise la continuité temporelle de cette mission avec son suppléant qu'il encadre et la prise en compte des astreintes nécessaires
- anime et coordonne l'équipe d'agents et de vacataires chargés des constats (embauche, formation, management, fourniture et suivi des équipements et du matériel, …) en lien avec le Secrétariat général
- assure la veille téléphonique (astreinte certains week-end) pour la réception des demandes de constat en relation avec la DDT et organise les interventions
- réalise le suivi et bilan régulier des différentes interventions
- participe à la réflexion pour faire évoluer la procédure « constat »

2.3. Programmes sur fonds externes

Dans le cadre de projets sur fonds externes (ALCOTRA, Life, …),

- participe au montage des dossiers sur les thématiques le concernant en lien avec la cellule stratégie territoriale
- organise, assure le suivi et contrôle la réalisation des actions et du budget pour ces actions
- assure le lien avec les autres partenaires du projet (réunions, formations, mise œuvre des actions)
- rédige les pièces justificatives nécessaires pour rendre compte du déroulement du projet auprès des financeurs

2.4. Sur l'ensemble de sa mission

- intègre les résultats dans le format des bases de données du Parc
- valorise les connaissances acquises en interne et en externe
- apporte une expertise aux autres unités du Parc national (secteurs et services)
- suit la mise en œuvre de la Charte, du plan d'actions du GECT et des autres outils de planification (COB, Documents d'objectifs Natura 2000) au titre des dossiers concernés
- apporte sa contribution aux grands projets portés par l'établissement (UNESCO, …).

3. Relations hiérarchiques et fonctionnelles

En interne, l'agent exécute sa mission sous l'autorité du chef de service CGP en lien fonctionnel avec les autres services du siège et services territoriaux de l'établissement.
En externe, il exécute sa mission en contact régulier avec les usagers locaux (chasseurs/éleveurs/bergers) et les services partenaires (principalement DDT, FDC, ONCFS et LDV). Il représente le PNM en lien étroit avec le chef de service et la Direction à certaines instances (CDCFS, Comité Départemental Loup, …).

4. Compétences requises

4.1. Savoirs et connaissances

- Bonne connaissance des espèces (grande faune), de la gestion de ces espèces et des réseaux nationaux propres à ces espèces (loup, galliformes, bouquetin, …) ;
- Bonne compréhension du fonctionnement des pratiques cynégétiques et pastorales sur le Mercantour ou un massif à problématique similaire ;
- Capacité à rendre compte, à formuler des problématiques et des recommandations ;
- Capacité de management d'un réseau d'intervenants ;
- Forte aptitude à l'animation, la pédagogie et la vulgarisation ;
- Bonne pratique des logiciels bureautiques et compétences en logiciel SIG souhaitées ;
- Expérience dans un poste similaire ;
- Bonne pratique de la montagne sur terrain parfois difficile.

4.2. Savoir être, qualités, attitudes/comportements

- Qualité pédagogique et capacité d'écoute ;
- Capacité à travailler sur un sujet sensible, dans un contexte de fortes pressions ;
- Capacité à s'intégrer à une équipe de travail ;
- Rigueur, méthode ;
- Disponibilité ;
- Autonomie ;
- Aptitudes au travail en mode projet ;
- Permis de conduire.

Ce poste implique des périodes d'astreinte ou de service durant les samedis, dimanches, jours fériés et de façon exceptionnelle des services de nuit en cas d'urgence. Durant la période estivale, aucune absence de plus de quinze jours consécutifs ne sera autorisée sauf autorisation exceptionnelle du

directeur en raison de l'obligation d'assurer au mieux la gestion des dégâts des grands prédateurs aux troupeaux domestiques.

5. Modalités de recrutement

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés, sa date de disponibilité ainsi que son statut et sa rémunération actuelle.
Les dossiers de candidature seront adressés par voie postale avant le 23 mars 2015. Les candidats présélectionnés sur dossiers seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement.

Les candidatures sont à adresser à :

M. Le Directeur du Parc national du Mercantour
23 rue d'Italie
BP 1316
06006 Nice Cedex 1

Pour tous renseignements complémentaires, les personnes à contacter :

Madame Nathalie Siefert
Chef du service CGP
Tel : 04 93 16 78 87 – mail : nathalie.siefert@mercantour-parcnational.fr